

## APRÈS LA BATAILLE : LA DROITE, LA GAUCHE, LES INSTITUTIONS

Marcel Gauchet, René Rémond : un échange

**Marcel Gauchet et René Rémond**

**Gallimard | *Le Débat***

**2002/4 - n° 121**

**pages 4 à 18**

**ISSN 0246-2346**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-le-debat-2002-4-page-4.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Gauchet Marcel et Rémond René , « Après la bataille : la droite, la gauche, les institutions » Marcel Gauchet, René Rémond : un échange,  
*Le Débat*, 2002/4 n° 121, p. 4-18. DOI : 10.3917/deba.121.0004  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Après la bataille : la droite, la gauche, les institutions

*Marcel Gauchet, René Rémond : un échange*

*Le Débat.* – Commençons, Messieurs, si vous le voulez bien, par la question qui se pose d'emblée à tout observateur de l'état présent de la scène politique française : que reste-t-il de la division droite / gauche ? Dans quelle mesure garde-t-elle encore la position centrale qui était la sienne depuis la Révolution ?

*René Rémond.* – La question se pose en effet : il est moins possible que jamais de l'ignorer. C'est peut-être la première fois que je me demande si cette division a encore un avenir. Il peut sembler paradoxal que la chose se produise au moment même où la droite accepte de s'appeler ainsi. Pendant les vingt premières années de la V<sup>e</sup> République, la droite s'est toujours appelée *majorité*. Elle se désignait uniquement par sa position dans le rapport des forces. Or, depuis qu'elle est écartée du pouvoir, plus exactement depuis 1981-1982, elle ne repousse pas l'appellation. Et aujourd'hui, elle la porte sans complexe.

Cela dit, si la question se pose, c'est qu'on ne

voit plus bien ce qui sépare la gauche de la droite. Je suis trop convaincu de la permanence des traditions pour admettre que l'histoire organisée autour de l'affrontement entre la droite et la gauche soit désormais révolue. Je suis sûr que ces deux notions retrouveront un contenu dans les années à venir. Mais aujourd'hui les principales lignes de clivage ne départagent plus droite et gauche. Quelques-uns des problèmes les plus aigus comme la position à l'égard de l'Europe provoquent la division non pas entre les deux camps, mais à l'intérieur de chacun. L'attitude face aux États-Unis ne les départage pas plus : il existe une gauche pro-américaine et une droite anti-américaine. Les questions qui ont si longtemps servi de repères, et les réponses qui ont fourni des critères d'appartenance, ou sont devenues tout à fait obsolètes ou ont perdu très largement leur pertinence. La question religieuse ne départage plus clairement la droite de la gauche. C'était simple au XIX<sup>e</sup> siècle : l'anticlérical, même s'il était patron, était de gauche et

---

Marcel Gauchet est l'auteur de « La droite et la gauche » dans *Les Lieux de mémoire*, t. III, *Les France*, vol. 1 (Paris, Gallimard, 1992). Il vient de publier *La Démocratie contre elle-même* (Paris, Gallimard, « Tel », 2002).

René Rémond est l'auteur de *Les Droites en France* (Paris, Aubier, 1982). Il vient de publier *La République souveraine* (Paris, Fayard, 2002).

---

l'ouvrier catholique était de droite. De même pour la question sociale. En 1981 encore, les choses étaient à cet égard d'une simplicité biblique : le projet de François Mitterrand d'une rupture irréversible avec le capitalisme libéral définissait une coupure tranchée entre la gauche et la droite. Mais, aujourd'hui, le statut de l'entreprise, l'attitude à l'égard de la propriété privée ou de l'appropriation collective des moyens de production ont cessé d'être un discriminant de la gauche. La privatisation ne départage plus. Elle est décidée en fonction de la rentabilité, de la « faisabilité », comme on dit. Quant à la décentralisation, la droite regrette de ne pas l'avoir faite; elle va probablement la prolonger et franchir dans cette direction un pas de plus. Si le gouvernement actuel fait une seule réforme, ce sera à mon sens la décentralisation. Et je vois mal comment la gauche pourra s'y opposer.

Il n'en reste pas moins, et sur ce point on retrouve un autre paradoxe, que les notions de droite et de gauche gardent dans l'opinion une prégnance très lourde. Les sondages d'opinion sont à cet égard fort instructifs. Chaque fois qu'on interroge le tout-venant, une majorité répond qu'elle ne voit plus bien ce qui sépare la droite de la gauche, sans que cela l'empêche de se situer à droite ou à gauche. On a là en quelque sorte une épreuve de vérité existentielle de l'impossibilité de donner un contenu à la division entre la droite et la gauche et de l'impossibilité de s'en passer. C'est manifestement une nécessité pour l'esprit de se situer topographiquement dans un espace, même si cet espace est purement intellectuel. Par ailleurs, les choix politiques sont forcément des choix binaires et, tôt ou tard, la plupart de ces choix doivent s'inscrire dans une perspective globale.

La politique c'est la globalité. On est obligé, en prenant des décisions politiques, de se référer

à des conceptions plus larges, à des philosophies sociales. Ainsi le débat qui va s'engager sur l'ouverture de l'E.D.F. aux capitaux privés. Apparemment, le sujet est purement technique. Il s'agit de savoir si l'E.D.F. a besoin de capitaux pour sa trésorerie et en particulier pour négocier avec des entreprises similaires en d'autres pays. Mais, en définitive, le choix se fera pour des raisons de principe : la gauche va s'y opposer par attachement à une certaine idée de l'État et de sa responsabilité. C'est pourquoi je crois qu'on ne peut pas faire l'économie de la division droite / gauche. Après tout, ce n'est pas la première fois que droite et gauche sont amenées à se recomposer. Mais, pour l'heure, il n'est pas facile de définir les enjeux sur lesquels elles se départagent clairement, parce qu'elles sont, l'une et l'autre, des agglomérats. Je ne vois aucune question sur laquelle elles seraient, l'une ou l'autre, unanimes et homogènes.

Ce qui résiste encore le mieux à l'analyse, ce sont probablement les positions concernant les valeurs morales. La droite reste majoritairement attachée à un système de valeurs qui fait de l'ordre une référence majeure : elle reste attachée à l'autorité, à la fermeté s'agissant de la répression, encore qu'on ait vu ces derniers temps la gauche se mettre à l'unisson. Mais, à gauche, on tient un discours libertaire dont on n'entend pas, pour le moment du moins, de pendant à droite. À ce propos, tant à droite qu'à gauche, on relève une curieuse contradiction. Car cette gauche qui rejette toute censure d'ordre moral, qui assimile la liberté à la licence et qui ne voit pas pourquoi il faudrait la réglementer – chacun doit rester libre du choix de ses lectures, de ses relations, de son comportement sexuel –, cette gauche exalte en même temps la subordination à des valeurs civiques et stigmatise l'incivisme de ceux qui, à droite, mettent leurs capitaux à l'étranger.

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

La moralité, pour cette gauche, ne concerne que le comportement en société, tandis qu'elle laisse au comportement individuel toute licence. La droite vit une contradiction symétrique. Elle est d'avis qu'on ne peut ni dire ni imprimer ni montrer n'importe quoi, mais s'il s'agit de l'initiative dans l'ordre économique, elle proclame que la société ne doit pas intervenir. Aucune des deux n'arbitre clairement ce rapport entre l'individu et la société. Que ce soient *Le Nouvel Observateur* ou *Le Figaro Magazine*, les discours sont semblablement contradictoires. C'est une variable supplémentaire qui rend plus difficile encore de dire clairement ce qu'est aujourd'hui un homme de droite ou une femme de gauche.

*Marcel Gauchet.* – Il est vrai que nous sommes devant une sorte d'énigme. Le partage droite / gauche persiste, alors que les acteurs éprouvent toutes les peines du monde à lui donner du sens. Ils continuent à se reconnaître dedans, tout en déclarant que la division n'est pas claire et qu'on gagnerait beaucoup à en sortir. Il y a une aspiration à y échapper, un jugement négatif sur ses effets et, néanmoins, une prévalence ultime qui continue de fonctionner. On a eu un test remarquable, à cet égard, dans la campagne présidentielle, puisqu'il y avait un candidat qui se réclamait du dépassement de l'opposition droite / gauche : Jean-Pierre Chevènement. Or il a totalement échoué à donner un contenu à son projet initial, à tel point qu'il est revenu finalement à la niche de la gauche dont il avait voulu initialement s'émanciper. Mais il y est revenu trop tard pour être bien accueilli.

*R. R.* – Il a connu par ailleurs une réussite temporaire qui confirme le désir d'échapper à l'emprise de la division droite / gauche : la montée inattendue des intentions de vote pour Chevènement jusqu'à 14 % ou 15 % traduisait

de toute évidence une insatisfaction à l'égard du clivage traditionnel.

*M. G.* – À partir de ce premier constat, je voudrais faire une série d'observations pour compléter les choses que vous avez dites et avec lesquelles je suis largement d'accord. La force du clivage droite / gauche reste tellement grande, en dépit de son brouillage, que, même en supposant un changement de la Constitution et des institutions, un rapprochement qui verrait voisiner dans le même gouvernement François Bayrou et François Hollande reste très improbable, alors qu'il aurait une certaine logique politique pour lui. Une pareille alliance, en l'état présent des mœurs politiques françaises, apparaîtrait probablement comme la quintessence du cynisme politicien, comme une manœuvre éhontée, réprouvée par la moralité publique. Même en imaginant une introduction de la proportionnelle, on ne saurait aller, de part et d'autre, au-delà d'une petite ouverture, de quelques ralliements.

*R. R.* – On vient d'en avoir un exemple avec la composition du gouvernement Raffarin, qui compte quelques personnalités ayant une sensibilité plutôt de gauche et qui donne ainsi la réplique à droite à ce qu'en son temps, à gauche, a fait Rocard quand il a pris dans son gouvernement sept ou huit ministres qui avaient appartenu à des gouvernements de droite. Cette ouverture n'est pas allée très loin, car elle était freinée par Mitterrand, mais elle ne pouvait pas s'élargir beaucoup au-delà de toute manière. On a ainsi deux expériences limitées dans le temps et dans l'espace, qui montrent que les possibilités d'une recomposition qui dépasse le clivage gauche / droite sont des plus restreintes. De surcroît, l'opinion apprécie très mal les ralliements individuels, comme en témoigne en dernier lieu le mauvais procès fait à Mme Lenoir.

*M. G.* – J'ajouterai deux observations, liées

entre elles, qui nuancent le tableau. Tout ce que vous avez dit s'applique à la droite et à la gauche de gouvernement, la conduite des affaires rendant mal discernable la différenciation des choix essentiels. On ne peut pas ne pas remarquer, toutefois, la présence d'une extrême droite et d'une extrême gauche très fortes. Les extrêmes continuent de peser lourd dans la vie politique française. La convergence objective de la droite et de la gauche de gouvernement s'explique en grande partie par une situation où la gamme du praticable est limitée, lorsqu'on a fait par exemple le choix de l'Europe. Leur action se déroule sous le signe du subi. Mais ce brouillage au centre n'empêche pas le maintien, aux marges du système et dans les profondeurs du pays, d'une politique idéologique, d'un attachement à des positions et à des doctrines qui n'ont aucune chance d'inspirer un pouvoir, mais qui n'en occupent pas moins une place importante dans les esprits. Le rapprochement au centre alimente certainement, du reste, l'affirmation des extrêmes.

Par ailleurs, observation supplémentaire, sans doute est-ce le moment de se souvenir que la division droite / gauche ne doit pas se comprendre en termes substantiels, mais en termes relationnels. C'est plus que jamais vrai. La droite et la gauche ne sont pas très sûres de ce qu'elles sont, mais elles sont très sûres, chacune, de détester l'autre. Et cela est encore plus vrai chez les électeurs que chez les hommes politiques.

Il n'y a peut-être pas de droite bien identifiée à ses propres yeux, mais il y a une anti-gauche convaincue; il n'y a peut-être pas de gauche absolument au fait de ce qu'elle veut, mais il y a une anti-droite passionnelle. On ne se détermine pas d'abord pour un camp; on se détermine d'abord contre l'autre. Ce qui domine les identifications, c'est l'hostilité à l'adversaire, fût-elle irrationnelle. La définition en négatif me semble

constituer aujourd'hui un élément capital de la vie politique pratique en France. La prégnance des extrêmes en fournit l'expression symbolique spectaculaire. La société française, en dépit de sa profonde pacification, reste marquée par un extrémisme politique qui plonge ses racines dans le passé. Et sûrement avez-vous raison en suggérant d'aller chercher du côté de l'anthropologie le noyau dur de ces identités à la fois incertaines et irréductibles. Incertaines sur le plan de l'action politique, quand elles sont en position d'exercer le pouvoir, et irréductibles dans l'adhésion qu'elles suscitent chez les individus. Elles doivent leur force mobilisatrice à leur ancrage dans des options très simples qui ont ultimement à voir avec la liberté et l'ordre, l'indépendance personnelle et le pouvoir social. Le centrage de plus en plus prononcé de la politique sur l'individu que l'on observe aujourd'hui leur ajoute un surcroît de netteté. On se retrouve avec deux systèmes de contradictions face à face, dans le besoin où est chacune des positions de jouer sur les deux tableaux. D'un côté la liberté des mœurs et le pouvoir sur l'économie, de l'autre côté la liberté économique et le pouvoir sur les mœurs. L'ignoble profit contre les bons entrepreneurs, la juste émancipation de la jeunesse contre les affreux délinquants.

*R. R.* – Ce sont en effet les frontières du politique qui se sont déplacées. Autrefois, il n'avait pas à connaître des problèmes liés à la liberté de l'individu. Aujourd'hui, tout ce qui concerne le corps, la santé, la sexualité fait partie du domaine politique. Du coup, on touche à ce que les individus ont de plus profond.

*M. G.* – D'où la virulence inattendue des réactions. Elles relèvent plus de l'inconscient que de la réflexion argumentée. On a affaire sur ce terrain à des options qui, avant de se rationaliser dans l'esprit des acteurs, engagent l'intimité des sujets.

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

*R. R.* – On va s'affronter sur l'ordonnance de 1945 et sur tout ce qui a trait à la justice. La question de savoir à partir de quel âge on peut mettre des enfants en prison est une vraie question passionnelle.

*M. G.* – Le déplacement est d'importance. Tandis que les clivages politiques classiques sont petit à petit désertés par les passions, c'est dans cette zone des choix dits « de société » qu'elles tendent à émigrer. Peut-être faut-il imaginer que, demain, les clivages fondamentaux ne se joueront plus sur le terrain économique-social, mais dans le domaine de la bio-éthique, du rapport à l'enfance ou des retombées de la science.

*Le Débat.* – Vous venez, Messieurs, d'expliquer le caractère paradoxal de la division droite / gauche et d'en cerner le noyau irrationnel. Il est temps, par conséquent, de regarder de plus près les protagonistes, en commençant par la droite. Elle s'assume désormais en tant que telle, comme vous l'avez souligné, René Rémond. Mais qu'est-elle exactement aujourd'hui ? Et comment voyez-vous l'état présent de ces trois droites que vous avez tellement contribué à identifier dans une typologie maintenant classique ?

*R. R.* – Dans ce faisceau de questions, la première concerne les rapports entre la droite et l'extrême droite. Faut-il inclure celle-ci dans la description de celle-là ou la traiter à part ? C'est un vrai problème. Si l'on situe le gaullisme du côté de la droite autoritaire et bonapartiste, l'extrême droite c'est autre chose. Serait-elle alors en quelque sorte un quatrième type de droite ? Est-il justifié de la faire accéder à cette dignité ?

L'état de la droite est à la réflexion assez étrange. La droite – peut-être vaut-il mieux dire la « non-gauche » – est probablement majoritaire dans ce pays. Elle n'avait perdu les élections en 1997 que de justesse et par sa faute. En 1981,

Mitterrand n'aurait pas été élu sans les chiraquiens et encore ne l'a-t-il été que d'extrême justesse. En 1997, à la suite de la dissolution, l'écart entre la droite et la gauche était faible et l'extrême droite, en provoquant des triangulaires, y a contribué. Ainsi la droite a renversé le rapport des forces avec la gauche en sa faveur depuis longtemps, certainement au moins depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République. Mais cette remontée de la droite avait commencé déjà dans l'entre-deux-guerres.

Si l'on s'en tient toutefois à une histoire courte, l'étrange est que la droite a été profondément traumatisée par la dissolution. Ce fut pour elle un choc dont elle ne s'est remise qu'en 2001 avec les élections municipales. Elle a vécu un psychodrame extraordinaire, disproportionné par rapport à l'écart d'une soixantaine de sièges à l'Assemblée. Cette défaite a ainsi entraîné en cascade une exaspération des querelles, l'élimination des chefs, un gâchis de talents, d'occasions et de circonstances. Incapable de définir des objectifs, un programme et une stratégie, la droite a laissé quelques années le champ libre à la gauche. Les élections municipales lui ont permis de retrouver quelques couleurs. Mais il y a plus étrange encore : que cette droite, majoritaire, ait eu de très mauvais résultats au premier tour de l'élection présidentielle, pires qu'en 1995, car non seulement Jacques Chirac a un point de moins, mais on cherche en vain où est passé l'électorat d'Édouard Balladur : ses 18 % ne sont plus là. Ont-ils choisi l'abstention ? Quoi qu'il en soit, le candidat de droite arrivé en deuxième position, François Bayrou, n'a que 6 ou 7 %. Se joue alors un scénario invraisemblable, un coup de théâtre qui fait que la droite doit une reconnaissance éperdue à Jean-Marie Le Pen auquel l'effondrement de Lionel Jospin permet de participer au second tour. Se produit alors

un événement profondément différent de tous ceux qui n'intéressent que les couches superficielles de la conscience collective. Les citoyens se manifestent, les partis n'ont fait qu'emboîter le pas. La société civile – ce terme étant pour une fois justifié – réagit en disant : ce n'est pas acceptable. Et le candidat de la droite qui avait moins de 20 % se retrouve porté à 82 %, parce que l'élection a changé de sens. On l'a dit et c'est vrai : elle est devenue une consultation nationale sur les valeurs.

On découvre qu'entre la droite et la gauche il y a, tout bien considéré, des valeurs partagées, des références communes, car la droite s'est largement ralliée aux valeurs de la démocratie, de la liberté de la personne, de l'égalité, du refus de la discrimination. Et un fossé la sépare de l'extrême droite avec laquelle elle ne se sent aucune affinité, ce qui n'empêche évidemment pas quelques alliances purement tactiques et locales. Mais même celles-ci ont de plus en plus de mal à passer. C'est ce qu'avaient peine à comprendre les journalistes étrangers qui m'interrogeaient : ils avaient tendance à dire que nous sommes tout simplement en train de vivre en France la même situation que l'Autriche ou l'Italie. À quoi je répondais que c'est exactement l'inverse : ailleurs la droite a associé l'extrême droite au gouvernement, tandis que la droite française a dit : non, nous ne mangeons pas de ce pain-là, nous préférons nous allier à la gauche pour écarter l'extrême droite.

En fait, c'est la société française qui a donné cette réponse. Immédiatement après la proclamation des résultats du premier tour, les hommes politiques, à commencer par Jacques Chirac, ont su trouver le ton juste. Il n'y a pas eu la moindre attaque politicienne. Il y a eu une affirmation forte des valeurs de la République. Je ne connais aucun précédent à une telle situa-

tion : dans l'heure qui a suivi l'annonce des résultats, les leaders de la gauche – Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius, François Hollande, Martine Aubry, Noël Mamère, les dirigeants communistes – ont appelé à voter pour le candidat de droite. Et les électeurs ont suivi car l'abstention n'a pas augmenté ni le vote blanc. Ce qui veut dire qu'en certaines circonstances, sur la frontière droite / gauche qui n'est pas oubliée, s'instaure momentanément une trêve. C'est comme l'union sacrée en 1914. S'il y a bien, nous l'avons dit, des choix profonds qui opposent la droite à la gauche, il y a aussi, aujourd'hui, un consensus sur des valeurs communes quelles que soient les références dans l'ordre du politique. Les divisions ne vont pas jusqu'à compromettre l'accord sur les valeurs dites républicaines que les gens sont bien en peine de définir mais qui n'en sont pas moins communes à la droite et à la gauche.

Ce qui reste alors de spécifique à la droite, on le voit dans le programme de Raffarin : une confiance dans l'initiative, individuelle et collective. Pour les entreprises, on va assouplir la réglementation, desserrer les contraintes, pour assurer une relance de l'économie et la satisfaction des intérêts particuliers. Pour la décentralisation c'est la même chose : l'appel à l'initiative. Il s'agit de relâcher la tutelle de l'État ou, pour parler le vocabulaire du temps, de réduire son périmètre. Voilà ce que j'entends comme harmoniques dans le discours de Raffarin. Ce n'est pas le libéralisme absolu. L'État ne renonce pas à jouer un rôle de pilote ni à apporter son aide. Mais on oppose ce rôle à une caricature du socialisme : le carcan, les réglementations, l'étouffement de toute initiative. À quoi s'ajoute, dans la perspective de la sécurité des personnes et des biens, la mise en œuvre de plus de rigueur répressive. Il est significatif qu'on crée un secrétariat d'État à la construction des

prisons. Tout un symbole. Et pour le moment, personne ne le trouve anormal.

*M. G.* – Le tableau que vous venez de brosser suggère l'ampleur des transformations idéologiques intervenues au sein de la droite. Elle s'est convertie au libéralisme en profondeur ou, plutôt, elle s'est ralliée à lui. C'est la seule identité idéologique à laquelle elle peut désormais se référer. Le libéralisme est devenu une sorte de foyer commun autour duquel se retrouvent des gens de provenances par ailleurs assez diverses. Par rapport à la typologie classique à laquelle vous nous avez habitués, l'homogénéisation paraît considérable. Le gaullisme et la thématique nationale ont sérieusement pâli avec l'installation dans le cadre européen, même s'ils ne sont pas tout à fait absents. La référence catholique, qui dans la droite traditionnelle avait une importance déterminante, s'est beaucoup relâchée ; je tends même à penser qu'il y a aujourd'hui plus de catholiques à gauche en tant que catholiques de gauche qu'il n'y a de catholiques de droite. Le catholicisme de droite existe, certes, mais il ne joue plus un rôle matriciel en tant que vision de la société. Et même la thématique répressive concentrée sur la question de l'insécurité n'a plus rien à voir avec la vision autoritaire de la loi et de l'ordre dont un certain gaullisme participait encore pleinement. De manière générale, l'idée de tradition sociale a perdu une grande partie de son rayonnement, avec le souci des hiérarchies et des formes qui l'accompagnait.

Les identifiants idéologiques de la droite classique se sont suffisamment affaiblis, donc, pour que le libéralisme s'impose comme un dénominateur doctrinal commun. Mais, en même temps, ce libéralisme qui fait consensus sur le fond est un libéralisme empêché en pratique. Tant la situation française que les données plus larges de la conjoncture économique, politique

et intellectuelle dans laquelle nous nous trouvons rendent le libéralisme problématique, voire à certains égards inavouable. Autant en 1986, par exemple, le libéralisme, avec les exemples britannique et américain, se posait en antithèse flamboyante du socialisme, autant aujourd'hui il se fait discret. Le socialisme n'est plus ce qu'il était, et le capitalisme mondialisé a ses propres états d'âme. De sorte qu'il ne reste plus aujourd'hui à la droite qu'un pragmatisme politique d'obédience libérale. L'attachement libéral y compose avec une extrême prudence et mesure dans l'administration des recettes du libéralisme. Si bien que je tendrais à voir la droite actuelle comme une force essentiellement pragmatique, une non-gauche de teinture libérale. C'est notamment en fonction de cette retenue que l'écart avec l'extrême droite se creuse, parce que l'extrême droite correspond vraiment à une orientation idéologique, ce qui n'est que très modérément le cas de la droite de gouvernement.

*R. R.* – J'adhère tout à fait à votre analyse, avec en plus quelques observations. Le libéralisme de la droite reste à mon sens très limité, parce qu'il ne remet pas en cause la protection sociale, l'impératif de solidarité qui fait partie des valeurs communes, comme on l'a vu dans le débat du second tour. Et l'État reste le garant du maintien de la protection sociale. L'impératif de solidarité est si profondément intériorisé chez les Français qu'ils n'admettraient pas qu'on laisse les gens se débrouiller tout seuls. Ils exigent que l'État vole au secours des victimes des catastrophes naturelles et des accidents industriels. Il est peu croyable que la droite revienne sur la Couverture de maladie universelle. La droite et la gauche renforcent chacune à son tour la couverture sociale. Dans ce domaine, on constate une grande continuité.

Ces réserves faites, le libéralisme est aujourd'hui

d'hui comme le point mort de la vie politique française, où l'on revient quand on passe les vitesses. Ce n'est pas absolument nouveau. C'était déjà vrai en 1986, vous aviez raison de le rappeler; à l'époque, la plate-forme sur laquelle s'étaient mises d'accord les deux composantes majeures de la droite, le R.P.R. et l'U.D.F., qui alors étaient très différents l'un de l'autre, était essentiellement libérale. Le R.P.R. était la force de frappe de l'opposition, mais c'est l'U.D.F. qui fournissait les idées. Votre analyse se trouve en outre corroborée sur le plan sociologique parce que pour la première fois paraît réussir ce qui avait toujours échoué : l'unité de la droite. Il est certes trop tôt pour en juger : on fait l'unité pour gagner les élections; quant à savoir si elle survivra?... Reste que l'idée balladurienne, qui m'avait toujours paru une utopie, est en train de se réaliser : on est passé de l'alliance à l'union, comme si l'attachement aux traditions particulières, la différence des sensibilités, la force des résistances s'étaient tous évaporés. Comme si avait été soudainement effacé tout le passé de la V<sup>e</sup> République traversé par les querelles et l'animosité entre les gaullistes et les libéraux, quels qu'aient été leurs noms.

Est-ce dû à la disparition du gaullisme ? Car qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Jacques Chirac n'est pas gaulliste. Et que reste-t-il de la formation même ? Une coquille vide. L'effacement s'était amorcé déjà avec le passage du gaullisme au pompidolisme; les vieux gaullistes reprochaient alors aux pompidoliens de trahir l'esprit du mouvement. Le procès était largement injuste, mais il est vrai qu'il y avait une différence de sensibilité. On a franchi un pas de plus avec Chirac et le R.P.R. : il a beau s'inscrire dans la continuité de la formation gaulliste, en fait, il s'en éloigne progressivement. Tout le chapitre du social a été délaissé. Le combat commun mené

contre le socialisme a accentué l'attachement aux valeurs libérales et fait abandonner l'intervention de l'État dans l'ordre économique. Chirac s'était rallié depuis longtemps à une politique européenne de défense, à juste titre, à mon avis, mais en rupture avec les positions passées de sa formation. Le plus étrange, c'est encore l'attitude sur les institutions. Car enfin la formation gaulliste s'est trouvée militer, à fronts renversés, pour le changement des institutions, qu'il s'agisse de la durée de la fonction présidentielle ou du calendrier électoral. Quand on pense que c'est le parti socialiste qui, pour maintenir l'esprit des institutions, a mis l'élection présidentielle avant les législatives, alors que le R.P.R. défendait le calendrier inverse ! Force est de constater que ce parti n'a gardé de son passé que le nom. L'union de la droite s'est réalisée grâce à la disparition du gaullisme. Quitte à commettre un sacrilège, je dirais que, s'il en reste des parcelles, c'est chez Pasqua. Et chez Chevènement.

*Le Débat.* – Voilà qui nous permet de passer à l'état de la gauche. Face à cette droite en pleine évolution et qui n'est certainement plus ce qu'elle était, la gauche semble, elle aussi, avoir perdu les divisions qui déterminaient toute sa vie politique depuis au moins le Congrès de Tours. Qu'est-elle donc aujourd'hui ?

*M. G.* – La situation de la gauche n'est pas moins trouble et paradoxale que celle de la droite, pour d'autres raisons. L'homogénéisation constatée à droite s'y retrouve, d'une certaine manière. On observe un affaiblissement de l'hétérogénéité de la gauche en raison de la disparition tendancielle du parti communiste et de la faiblesse chronique des Verts, qui n'ont pas réussi à faire une percée à la hauteur de leur participation gouvernementale. Le parti socialiste, dans ces conditions, devient *la* force hégémonique, au point que certains ont conclu à l'ins-

tauration de fait d'un bipartisme en France, un peu vite, à mon avis, en tout cas pour ce qui concerne la gauche. Mais le paradoxe est que cette tendance se combine avec une autre tendance de sens inverse. De puissantes forces centrifuges traversent cette gauche qui s'homogénéise. C'est ce qu'a manifesté le score du candidat Jospin. La dispersion des voix qui a provoqué son affaissement a montré la vigueur des orientations concurrentes au travail sous le couvercle de l'hégémonie socialiste en train de s'installer. Un phénomène renforcé par l'existence d'une extrême gauche qui, dans un espace de définition symbolique comme le scrutin présidentiel, pèse d'un poids très significatif, plus de 10 % en l'occurrence. Elle représente indéniablement un pôle d'identification ou, en tout cas, un repère structurant, au sein de la vie publique française. Si, par un côté, l'ancienne sécession communiste se résorbe, de l'autre côté elle se recrée sous un aspect trotskiste, à certains égards plus radical dans la protestation.

Quand on regarde, maintenant, le parti socialiste lui-même, on s'aperçoit que cette situation de la gauche en général, dont il est le principal vecteur, se retrouve jusque dans ses divisions internes. On a affaire à un parti qui est en proie à des tendances divergentes très fortes. En dépit de tout ce que nous venons de dire sur le pragmatisme qui s'impose aujourd'hui à tout parti de gouvernement, du fait de la gestion des contraintes, le parti socialiste est traversé par d'authentiques oppositions idéologiques. Je vois au moins trois orientations divergentes à l'œuvre – et je précise que je raisonne délibérément en dehors des courants constitués, des personnalités dominantes et de leurs écuries. Les mouvements dont il s'agit sont autrement profonds. Les deux niveaux se mêlent, évidemment, dans la vie du parti, mais les options aux prises peu-

vent être décrites de manière relativement indépendante, parce qu'elles s'ancrent dans les données de la situation historique et sociale.

La première orientation est celle d'une gauche moderne, qui tourne résolument le dos à la tradition de l'appropriation collective des moyens de production, qui accepte le marché et les règles de l'efficacité économique pour en corriger les effets dans le sens de la justice sociale, au moyen de la régulation, de la redistribution et des biens publics. C'est la voie d'une social-démocratie moderne à la française, puisqu'elle n'a pas les bases et les relais d'une social-démocratie ouvrière à l'allemande. Une social-démocratie enfin pleinement assumée, sans les remords et les réticences qui ont pesé sur le parti d'Épinay depuis sa création, en dépit du tournant de 1983, et jusqu'au gouvernement Jospin y compris. Elle n'est pas sans tradition pour autant, puisqu'elle peut se réclamer de Mendès France et de sa république moderne, en deçà de la marxisation d'Épinay et du programme commun. Cette orientation a pour elle la sociologie de l'électorat socialiste qui en fait le parti des cadres et des diplômés, le parti des médias et des faiseurs d'opinion, tous gens portés sur la « modernité » et, par conséquent, l'économie de marché, quitte à prélever durement et à redistribuer largement.

La deuxième orientation va directement dans le sens opposé. Si la première a été confortée par les événements de 1989-1991, par la chute du mur de Berlin, par l'écroulement de l'économie soviétique et la débandade générale des économies administrées, la deuxième, elle, réagit par un anticapitalisme renouvelé aux avancées de la mondialisation néo-libérale. Elle trouve un écho considérable en France parce qu'elle rencontre une tradition historique solidement enracinée. Autant la première tendance se veut contemporaine et branchée sur son temps, autant la

deuxième incarne un traditionalisme historique dont il faut remarquer qu'il est, bizarrement, plus fort à gauche qu'à droite. La droite se réclame volontiers de la tradition dans sa définition classique, mais c'est la gauche qui est aujourd'hui la plus traditionaliste en pratique. Il ne reste plus grand-chose des référents traditionnels à droite, en revanche, à gauche de la gauche et jusque dans la gauche de gouvernement, les références à la Révolution française, à un certain style d'autorité jacobine, à la volonté politique – l'appel incantatoire à la volonté demeure un des identifiants majeurs de la gauche – sont toujours étonnamment vivantes. Enlevez le communisme, enlevez le marxisme, enlevez l'étatisme, il reste le jacobinisme comme vision de la chose publique et de l'action politique. La montée de l'antimondialisation redonne à ces références une actualité et une légitimité fortes. Cette sensibilité doit son importance politique au fait qu'elle trouve un relais naturel dans le vaste monde des fonctionnaires et des employés du service public. On est là dans le noyau militant du parti socialiste et au cœur de son électorat.

Le cas Chevènement relève en fait de cette mouvance. On comprend mieux ses vicissitudes à partir de cette inscription. Ce qui le singularise, c'est sa sensibilité à la nation. Ce qui est privilégié, dans cette lecture des effets de la globalisation néo-libérale, c'est la remise en question des souverainetés et de l'autorité des États. Par où Chevènement a pu ratisser large, au départ, bien au-delà des frontières de la gauche. Mais, en réalité, dès qu'il s'est mis à développer son propos, on a vu que le contenu qu'il donnait à cette souveraineté et à cette autorité était un contenu typiquement de gauche – de la vieille gauche qui veut commander à l'économie. Par où il s'est ramené lui-même dans les limites de sa famille de départ. Le quiproquo s'est dégonflé.

La troisième orientation est plus diffuse, plus ambiguë et plus difficile à cerner. Elle s'enracine dans le grand mouvement d'individualisation qui constitue une des tendances lourdes des sociétés contemporaines. Elle fait de la gauche le parti libertaire, le parti de toutes les permissivités, le parti de l'émancipation des existences. Elle érige même ce front en un axe identitaire autosuffisant. Pour nombre de ses adeptes, la gauche est et doit être le parti qui se propose de « changer la vie par le changement des mœurs ». L'ambiguïté est considérable parce que cette revendication peut être regardée de deux façons. Il s'agit en un sens d'une revendication typiquement « petite-bourgeoise », comme on aurait dit autrefois (et comme personne ne dit plus : c'est une disparition remarquable que celle du « petit-bourgeois »!). À ce titre, elle est prise de haut par les amateurs de choses sérieuses. Ils s'y résignent comme à des concessions sans importance à l'esprit du temps, essentiellement bonnes à racoler des voix. Mais chez certains de ses acteurs, elle acquiert des accents quasi révolutionnaires, au travers notamment de la référence à la jeunesse. La transformation des normes morales devient l'instrument de la subversion. Elle ne se réduit pas à un combat pour la liberté dans un cadre de tolérance. Elle fournit un levier pour renverser l'archaïsme répressif de la société bourgeoise. C'est cette ambiguïté qui rend difficile de suivre les expressions politiques de cette orientation. Tantôt elle joue de manière indépendante, et elle a des arguments politiques pour cela – puisque sur le terrain économique et social il n'y a pas beaucoup de différenciation possible avec la droite, c'est sur le terrain des libertés et des égalités personnelles et intimes qu'il faut affirmer la différence. Tantôt elle fonctionne comme un adjuvant pour les autres tendances. Ici, elle contrebalance l'économisme

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

d'une orientation sociale-démocrate qui pourrait paraître trop complaisante envers le libéralisme. Là, elle sert d'alibi moderniste à un collectivisme plus ou moins honteux qui apprécie son côté antibourgeois. Mais elle est, dans tous les cas, essentielle en termes d'image pour un parti qui se veut jeune et dans le coup. C'est le moyen le plus économique de faire pièce aux ringards de la droite. Paris, capitale du chic libéré, campe ferme à gauche.

Ce qu'il y a d'étonnant dans la situation du parti socialiste, c'est que tout en étant devenu un grand parti pragmatique de gouvernement, il continue d'être travaillé par des aspirations qui le maintiennent dans une orbite très idéologique, voire, pour certaines de ses composantes, carrément révolutionnaire. Le mot n'est plus à la mode, il n'est plus revendiqué, mais c'est lui qui convient pour comprendre la conscience que les acteurs ont d'eux-mêmes. Ce n'est pas une anecdote sans signification lorsque nous lisons dans les journaux que le cabinet de Martine Aubry, réuni une dernière fois pour fêter son départ du ministère, a entonné *L'Internationale* au moment de se séparer. C'est ce qui fait du parti socialiste français une exception parmi les partis socialistes européens et un monstre du point de vue des typologies politiques.

Sous cet angle, la situation est très différente à droite et à gauche. Autant entre la droite et l'extrême droite le fossé est irrémédiable et la lutte sans merci, en dépit des situations locales où il peut y avoir des connivences et des arrangements, autant, en revanche, le parti socialiste est sensible à la pression de la « gauche de la gauche », comme on dit significativement aujourd'hui pour éviter la dénomination d'« extrême gauche » et pour marquer, en fait, que l'extrême gauche est dans la gauche. Il y a à cela des raisons de personnel. Beaucoup des militants et

des dirigeants du parti socialiste sont des transfuges de l'extrême gauche, autre originalité. S'ils ont changé, ils n'ont pas tout oublié. Mais le problème est plus profond. L'écartèlement entre la modération et la radicalité est la marque de fabrique de la culture socialiste. Il produit les combinaisons les plus étranges. Le réalisme économique le plus froid pourra coexister chez la même personne avec le volontarisme mégalomane où se rejoignent la déformation énarquique et l'héritage du Comité de Salut public. Regardez la façon dont l'ex- « deuxième gauche » jouait sur les deux tableaux grâce au mot d'ordre autogestionnaire. Contre l'économie administrée, elle revendiquait la liberté de gestion des entreprises. Mais cela tout en prônant dans son cadre un ultra-démocratie libérale. Ses descendants actuels ne parlent plus d'autogestion. Ils l'ont remplacée par l'ultra-volontarisme de politiques de discrimination positive. Il s'agit toujours d'expier les concessions au libéralisme par une surenchère radicale. L'aveuglement devant la question de la sécurité des personnes puise à la fois dans un résidu de marxisme primaire – le recul du chômage fera reculer la délinquance –, dans la candeur « *peace and love* » et dans la haine gauchiste de la « répression ».

Ces tensions multiples créent une situation très ouverte. Jospin était parvenu à fédérer tant bien que mal ces poussées contradictoires et à leur imposer un équilibre, tant à l'intérieur du parti socialiste que dans le cadre de la gauche plurielle. L'attelage a finalement implosé sous lui. Il n'empêche qu'on mesure après coup la performance. Il ne sera pas simple de redéfinir une gauche de gouvernement plausible et de la pourvoir d'un leadership efficace. Il est vrai qu'il reste toujours la bonne vieille solution de la démagogie attrape-tout, en attendant l'échec de la droite !

R. R. – Je trouve votre analyse très éclairante.

On parlait autrefois de « nébuleuse » : les courants ont disparu aujourd'hui, mais il reste des tendances sous-jacentes profondes. Or la question est d'autant plus pressante que le parti socialiste est la seule force à gauche : il ne peut pas devenir majoritaire, réduit à lui-même, et il n'a plus de partenaires. On se demande quels seront les effets du rejet dans l'opposition d'un parti qui a gouverné plus des deux tiers du temps dans les vingt dernières années. Et ce rejet va durer longtemps, cinq ans au moins. Les socialistes savent que tout ce temps ils seront écartés du pouvoir.

Pour l'instant, on a le sentiment que le rapport des forces interne au parti socialiste tourne à l'avantage de ceux qui ont gouverné et acquis une culture de gouvernement. Que va-t-il en rester ? C'est un des avantages de l'alternance pratiquée à six reprises au cours des vingt dernières années que la droite et la gauche ne sont jamais restées longtemps dans l'opposition – pas assez longtemps en tout cas pour oublier les contraintes de la réalité et abandonner un discours responsable. On voit bien que François Hollande continue à tenir ce discours responsable, mais combien de temps le pourra-t-il ? Le parti ne va-t-il pas assez vite en perdre le bénéfice, adopter des positions idéologiques, démagogiques, et prêter une oreille au langage que tient déjà un Emmanueli : si l'on a perdu les élections, c'est parce qu'on avait été trop centriste ? Or il n'est pas du tout prouvé qu'en s'alignant sur la gauche le parti socialiste retrouvera les électeurs qu'il a perdus. Il risque plutôt de vivre alors la même traversée du désert que le parti travailliste, lorsqu'il était en fait gouverné par les trotskistes. Il sera alors de plus en plus difficile à Strauss-Kahn ou à Fabius de tenir leur langage. Ils seront surtout obligés de prendre eux aussi position contre les décisions du gouvernement dont les

choix apparaîtront réactionnaires; il risque donc de se produire des conflits de tendances dont on ne sait pas quelle sera la résultante. Et si le futur candidat à la prochaine élection présidentielle veut chercher des voix au centre, des facteurs passionnels peuvent l'empêcher d'agir de la sorte. Les socialistes s'aligneront-ils autour de Fabius ? Le blocage immédiat, dès qu'il a été question de lui donner un rôle – pourtant modeste –, augure mal à cet égard de l'avenir.

*Le Débat.* – Ne pensez-vous pas que, dans la conjoncture de la gauche qui vient d'être décrite, les forces opposées en principe à la V<sup>e</sup> République et à ses institutions puissent essayer de faire du parti socialiste le fer de lance d'une rupture institutionnelle, fût-elle conçue comme pleinement démocratique ? Dans quelle mesure la perspective de la VI<sup>e</sup> République, qui a été extrêmement présente dans le débat des campagnes présidentielle et législative, risque-t-elle de servir de centre de cristallisation d'une nouvelle « nouvelle gauche », capable de réunir autour d'elle les forces qui visent à provoquer des réformes profondes, y compris le changement de la Constitution ?

*R. R.* – C'est, en effet, la position d'Arnaud Montebourg, celle aussi du livre d'Olivier Duhamel. Pour l'instant, elle est très minoritaire. Et le scénario que nous avons vécu a invalidé les discours tenus par tout le monde au soir du premier tour de la présidentielle. On a dit alors que la V<sup>e</sup> République était à bout de souffle; quinze jours plus tard, personne n'en parlait plus. Les élections législatives ont montré que les citoyens sont parfaitement capables de ne pas disperser leurs suffrages et à même de recréer la bipolarisation. Je trouve que les institutions ont fort bien tiré leur épingle du jeu : on ne peut pas leur attribuer la responsabilité des ratés. Je ne crois pas que le changement des institutions puisse

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

résoudre quelques-uns des plus graves problèmes du fonctionnement de notre démocratie. Le parti socialiste va-t-il tout entier chevaucher la tendance à changer de République ? Je me demande s'il n'est pas encore plus rallié aux institutions aujourd'hui qu'il y a vingt ans, s'il n'est pas maintenant identifié à la V<sup>e</sup> République comme le parti radical l'avait été à la III<sup>e</sup>. En 1981, c'est François Mitterrand qui a fait le choix personnel de conserver les institutions. À l'époque, le parti socialiste était loin d'y être acquis. Dans une interview qu'il a donnée quelques mois après les élections, Lionel Jospin a pris ses distances par rapport à plusieurs de ces institutions : il n'acceptait pas, par exemple, le Conseil constitutionnel. Aujourd'hui, les socialistes ne pensent plus à le supprimer, tout au plus à en changer le mode de nomination, peut-être à assurer la publicité des débats, ce qui me paraît une erreur; mais, depuis 1981, ils ont accepté le contrôle de la constitutionnalité des lois. Quant au Sénat, il propose lui-même de modifier certaines règles qui le concernent. En conséquence, il ne reste pas beaucoup d'espace aux initiatives des opposants. Et l'opinion est plutôt satisfaite du cadre institutionnel. L'argumentation d'Olivier Duhamel ne me convainc pas. Pas plus que naguère pour le quinquennat. Quant à Arnaud Montebourg, il est isolé. Que propose-t-il ? Le retour à la III<sup>e</sup> ou à la IV<sup>e</sup>. En particulier l'idée de retirer l'élection du président de la République au suffrage universel n'a aucune chance d'être suivie : aucun homme politique ne prendra le risque de la proposer.

Reste, il est vrai, un problème : la cohabitation. On ne parvient pas à trouver un point moyen : en période de cohabitation, le président de la République n'a pas assez de pouvoirs par rapport à ce que voudrait la Constitution. Et quand il n'y a pas de cohabitation, il en a trop.

On vient de le voir à la façon dont Chirac a repris immédiatement la totalité du pouvoir, en se substituant au gouvernement. C'est la quadrature du cercle : comment concilier la prépondérance de la fonction présidentielle voulue par la Constitution et acceptée par l'opinion – même le parti socialiste l'a admise pour la politique étrangère – avec l'existence d'un gouvernement qui ait son autonomie et ne soit pas réduit à n'être qu'un simple exécutant de la volonté présidentielle ? Mais je ne pense pas que ce problème puisse devenir un enjeu des affrontements politiques et tenir lieu de programme à l'opposition.

Sur quel terrain va-t-elle donc livrer bataille ? Elle va critiquer une partie des initiatives gouvernementales, mais elle sera mal à l'aise pour la décentralisation. Et rien n'indique comment vont s'arbitrer les rapports de forces à l'intérieur de cette nébuleuse qu'est le parti socialiste. On voit ses divisions; nous en avons parlé. Sont-elles plus graves que celles de l'Union pour la majorité présidentielle ? Je ne le pense pas. Pour l'instant, celle-ci vit dans l'euphorie du succès, mais, assez vite, on retrouvera des conflits : une partie de la majorité n'acceptera pas d'aller très loin dans la répression, parce que sa conversion au libéralisme, qui ne se limite pas au libéralisme économique, mais englobe l'ensemble des valeurs libérales, a transformé très profondément les esprits, y compris ceux de la droite, ce qui est une chose très nouvelle en France.

Tous les problèmes autour de la justice sont au centre des débats. Il n'y a qu'à voir le mouvement d'opinion contre l'amnistie, même des simples contraventions au Code de la route, qui jusqu'à maintenant ne posaient aucun problème. Les uns y sont opposés parce qu'ils tiennent l'amnistie pour une survivance monarchique – pourquoi serait-elle liée à l'avènement du président de la République ? – et les autres parce

que cela choque leur exigence de justice, en assurant l'impunité des délits; voilà qui est très nouveau et révélateur d'une montée croissante de l'exigence de justice. Or, il y a peu de temps encore, l'opinion y était indifférente. C'est en partie par rapport à la justice que la droite et la gauche seront amenées à se définir : le sujet est entré dans le domaine politique et le champ idéologique. Autrefois, la fonction de garde des Sceaux était une fonction de tout repos qu'on confiait généralement à un personnage consulaire, un peu fatigué; elle était très honorable et il n'y avait rien à faire. Depuis vingt ans, le garde des Sceaux est en première ligne, sa fonction est un martyrologe. C'est avec Alain Peyrefitte et la loi « Sécurité et liberté » qu'a débuté le débat sécuritaire qui ne s'est plus arrêté depuis.

*M. G.* – J'ai aussi l'impression que le débat sur les institutions est sinon clos, du moins mis entre parenthèses. Il l'est d'abord en raison de la sensibilité du président de la République qui n'a introduit le quinquennat que contraint et forcé et qui considère que la Constitution est excellente, à quelques aménagements près, comme sur le terrain de la justice, précisément, où il avait eu des velléités de réforme.

*R. R.* – Il désire moderniser, il aime sincèrement les réformes. D'entretiens avec lui je suis sorti convaincu qu'il n'est pas conservateur et qu'il pense que notre vie politique a besoin d'être réformée.

*M. G.* – C'est possible. Il n'empêche que les grands équilibres et le cadre d'ensemble ne bougeront probablement pas de son fait. Toutefois, ce que vous observez à propos de la justice montre que l'opinion évolue et prend conscience de questions auxquelles elle était étrangère il y a peu. Les débats sur le parquet et la chancellerie, sur les nominations de magistrats, sur le Conseil supérieur de la magistrature étaient impensables

il y a une vingtaine d'années. Cette évolution ne touchera-t-elle pas aussi les institutions ?

Après tout, nous avons été témoins d'un revirement assez remarquable. La cohabitation était populaire, disait-on, pour le motif, plausible, qu'elle assurait une manière de partage et d'équilibre des pouvoirs. Elle fournissait le moyen de se prémunir contre la domination abusive d'un camp. Cette popularité s'est toutefois brutalement démentie. Face à la situation grave créée par l'irruption de l'extrême droite, l'opinion, le corps électoral ont changé de jugement sur la cohabitation. Mais je doute que l'aspiration qui se manifestait au travers du goût pour la cohabitation soit rentrée dans son lit pour autant. Le caractère monarchique des institutions, immédiatement réinvesti par le président de la République d'une manière un peu trop exhibitionniste, risque fort de revenir rapidement sur la sellette. D'autant que je ne crois pas que la dose supplémentaire de décentralisation qui nous est annoncée suffise à répondre aux attentes de l'opinion en matière de rééquilibrage des institutions. Je ne serais pas étonné que la question soit remise à l'ordre du jour sans trop tarder. La justice pourra très bien, d'ailleurs, servir de détonateur. La pression en faveur d'une évolution davantage soucieuse de pluralité contradictoire du pouvoir est destinée à resurgir.

*R. R.* – On en a un exemple tout frais : la commission que vient de constituer Chirac pour définir le statut pénal du président de la République et qui provoque des réactions que je ne crois pas justifiées. On ne trouverait pas beaucoup de juristes pour soutenir la thèse la plus rigoureuse de la responsabilité pénale du Président. Or le commentaire du *Monde* soupçonne l'Élysée d'avoir choisi des juristes complaisants, alors qu'on y a fait entrer tous les juristes qui ont compétence. Dans la commission, telle qu'elle

Marcel Gauchet,  
René Rémond :  
un échange

est composée, il y a au moins trois ou quatre juristes qui sont de gauche. Du coup, on suggère qu'ils ne sont pas de gauche puisqu'ils ont accepté. Mais Pierre Avril n'est pas suspect de complaisance, ni François Luchaire, ni Didier Maus, ni d'autres encore. Mais on insinue qu'il ne s'agit que d'un subterfuge pour conserver le pouvoir monarchique. Les médias interpréteront ainsi toute démarche du pouvoir, l'opposition se chargera d'y faire écho, et l'opinion emboîtera le pas. L'équilibre des pouvoirs est sûrement un vrai problème, le régime est trop monarchique. Il se posera d'autant plus qu'on passe sans transition d'un état où le rôle du Président était confiné, des plus réduits, où c'étaient Matignon et l'hémicycle de l'Assemblée qui étaient au premier plan, à un état où de nouveau l'Élysée détient l'essentiel du pouvoir.

*M. G.* – Le rôle de l'Assemblée sera réduit à la mesure de la très forte majorité que la droite y possède, selon une loi bien établie. Mais il est probable, toutefois, que les députés ne se conduiront plus en godillots. L'une des inconnues intéressantes de la situation, c'est l'attitude qu'adoptera le nouveau personnel de droite qui est en nombre dans l'assemblée. Il n'est pas exclu qu'il nous réserve des surprises. Nous sommes en présence d'une nouvelle génération qui ne se reconnaît plus dans le comportement de ses aînés. Elle s'est autrement formée, elle a spontanément d'autres perspectives.

*R. R.* – Le Président a rétabli son autorité sur la droite, qui avait été fortement ébranlée; pour y arriver, il lui a fallu quatre ans. Et elle reste fragile. Raffarin voudra s'affirmer, échapper à Juppé; c'est dans la nature des choses. Cette majorité est trop nombreuse pour être cohérente. Pour un gouvernement, ce n'est pas un avantage : la meilleure majorité, pour un gouvernement, c'est une très courte majorité qui lui permet de

maintenir la discipline. Sinon, la majorité oublie vite que l'opposition existe, elle se prend pour la France à elle seule et peut se déchirer à belles dents. On ne peut prévoir ce que sera à cet égard l'évolution de la vie politique.

*M. G.* – Autrement dit, on peut raisonnablement penser que si la VI<sup>e</sup> République paraît durablement écartée, on ne coupera pas à une forte pression de l'opinion en ce qui concerne le fonctionnement des institutions. L'esprit du pluralisme et de l'équilibre a fait son chemin. Il faudra en tenir compte. Je ne crois pas que les cinq années qui viennent annoncent une mise sous le boisseau des questions institutionnelles.

*R. R.* – Se pose aussi la question du statut de l'opposition. Mais l'instaurera-t-on ? Et trouverait-on une opposition disposée à jouer le jeu d'une opposition statutaire ? On se rappelle le mal qu'a eu Giscard pour faire venir à l'Élysée les leaders des partis d'opposition. Que va faire Raffarin ? Des gestes effectifs ou seulement des déclarations d'intention ? Suivra-t-il l'exemple de Rocard qui négociait avec Jacques Barrot et qui introduisait des amendements dans ses projets de lois ? Va-t-il tendre la main à Hollande, Fabius, Strauss-Kahn ? Et l'accepteront-ils ? Et s'ils l'acceptent, ne seront-ils pas désavoués par leur parti ? Il y a là autant d'inconnues.

Nous sommes au seuil d'une nouvelle expérience. C'est la première fois que le gouvernement a devant lui cinq années entières. Jusqu'à maintenant, la durée était toujours scandée par des élections à mi-course. Or, en principe, gouvernement, majorité, opposition sont là pour cinq ans. C'est long. En 2004, il est vrai, il y aura les élections municipales, européennes et cantonales ; les politologues auront du grain à moudre. Mais d'ici là, la droite dispose de deux ans de tranquillité complète. Si elle échoue, elle n'aura ni excuse ni alibi.